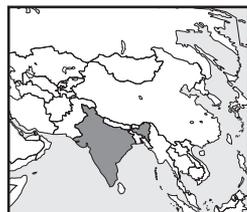


Croissance sans développement: rhétorique et misère

JOHN SAMUEL¹



La performance de l'économie, l'écart croissant entre l'objectif de développement macroéconomique et l'objectif de développement social, ainsi que l'absence totale de volonté politique et d'agenda économique pour un développement social à long terme montre à quel point la rhétorique contredit la réalité. La croissance sans développement renforcera les inégalités et aura des conséquences socio-politiques dangereuses qui pourraient saper l'essence même de la liberté et de la démocratie.

L'économie indienne a connu un taux de croissance moyen de 6,4% par an depuis 1992. Le taux moyen de croissance économique dans les années 90 est certes impressionnant, par rapport aux 5,8% enregistrés durant les années 80. Les décideurs ne manquent jamais de lier la croissance économique à la réduction apparente de la pauvreté, de 30,19% en 1993-94, à 26,10% en 1999-2000.² Cette rhétorique contredit la réalité. Le nombre total de pauvres s'est accru de manière substantielle, de même que les disparités interrégionales. En effet, 44,2% de la population indienne vit sur un revenu de moins d'un dollar US par jour.³ Le rapport sur le développement humain de 2001 classe l'Inde au 115ème rang, avec un indice de développement humain d'une valeur de 0,571.

Les trois principales causes de la misère et de l'inégalité accrue sont la distribution inéquitable de la terre et des ressources naturelles ; le manque de financement adéquat pour le développement social ; et l'impact négatif sur les pauvres de la libéralisation, de l'ajustement structurel et du régime commercial promu par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Distribution inéquitable de la terre

Près de 70% de la population indienne dépend de la terre et de l'agriculture pour vivre. Environ 53,7% des Indiens sont totalement ou partiellement privés de terres. Les populations tribales, qui comptent pour 8,3% de la population, sont enfermées dans le cercle vicieux du déplacement, de la pauvreté et de la maladie. Au cours des 50 dernières années, on estime que 30 millions de personnes ont été déplacées, en raison de divers projets de développement d'infrastructures. Sur ces 30 millions, 40% étaient des populations tribales et 25% des Dalits.⁴ La majeure partie des paysans sans terre est issue des Dalits et des communautés tribales traditionnellement marginalisées.⁵ Les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux occupant 78% des terres, n'exploitent que 32,2% de la superficie cultivée, alors que les grands et moyens agriculteurs détenant 8,8% des terres exploitent 47% de la superficie cultivée. En Inde, 91% de l'emploi est dans le secteur informel et la plupart des paysans sont sans terre.

TABLEAU 1

	TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE %				% DU PIB				PAR TÊTE			
	PIB	PM	AGRICULTURE	CÉRÉALES	IPM	EMPLOI	ÉPARGNE	INVESTISSEMENT	DÉFICIT FISCAL	DÉFICIT COMMERCIAL	FLUX DE CAPITAUX	DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE
1990-91	5,6	8,2	3,8	3,1	12,1	1,44	23,1	26,3	6,6	-3,0	2,7	510,1
1999-00						0,04	22,3	23,3		-3,8	2,3	466,0
2000-01	6,0	5,7	-3,5	-4,7	6,6				5,9			

Source: Economic Survey 2000-2001 pp. 4, 192 et S-24 PM= Indice de production des ménages. IPM = Indice des prix mondiaux. L'emploi renvoie au secteur formel qui reçoit le gros de l'investissement. La disponibilité des aliments par tête de la dernière colonne est libellée en gr/j. Le déficit fiscal pour 2000-01 est projeté sur la base des données les plus récentes disponibles.

Budget insuffisant, gestion inefficace

Les décideurs ont fait de nombreuses déclarations sur la croissance économique, mais les dépenses publiques pour le développement social ont diminué de manière constante au cours de la dernière décennie. L'investissement dans la santé publique est parmi les plus faibles au monde. Il a baissé de 1,3% en 1990 à 0,9% en 1999 par rapport au PIB. Dans les États, qui ont la responsabilité majeure de la santé publique, les dépenses en matière de santé ont chuté de 7% à 5,5%. Les dépenses de santé publique annuelles courantes par tête sont de 160 roupies indiennes, soit moins de 4 dollars US. Le projet de politique nationale de santé 2001 du Gouvernement indien admet que: «La libéralisation économique a entraîné la baisse en pourcentage des ressources de l'Etat allouées au secteur de la santé.»

Les taux de mortalité infantile dans les Tribus et Castes «énumérées» (Scheduled Tribes and Scheduled Castes)⁶ sont de 84,2 et 83 pour 1.000 respectivement, beaucoup plus élevés que la moyenne nationale de 70 pour 1.000. Parmi les Scheduled Tribes et Scheduled Castes, le pourcentage d'enfants ayant une insuffisance pondérale est de 55,9 et 53,5 respectivement.⁷ L'incidence des maladies contagieuses telles que la tuberculose, le paludisme et le VIH/Sida est très élevée parmi les pauvres. Le retrait du gouvernement du secteur de la santé affecte essentiellement la santé primaire des pauvres, particulièrement la santé de la reproduction des femmes. Les frais d'usage proposés pour les soins de santé primaire écartent en fait les pauvres du système de soins de santé publique et renforceront davantage les soins de santé privés non réglementés.

1 John Samuel est Directeur exécutif du National Centre for Advocacy Studies (www.ncasindia.org) et rédacteur de *Infochange News and Features* (www.infochangeindia.org).

2 Enquête économique 2000-2001. Gouvernement de l'Inde.

3 Projet de politique nationale de santé 2001. Ministère de la santé et du bien-être familial. Gouvernement de l'Inde.

4 Les *Dalits* sont la couche inférieure du système de castes et sont considérés comme intouchables.

5 Land for Life 2001, National Centre for Advanced Studies, Pune.

6 Les Scheduled Tribes ou *Adivasis* sont les populations tribales (populations autochtones) et les Scheduled Castes sont les *Dalits* (voir note de bas de page 4).

7 Projet de politique nationale de santé 2001, Ministère de la santé et du bien-être familial, New Delhi.

TABEAU 2

Dépenses du gouvernement central et des gouvernements d'Etat pour la santé	
ANNÉE	POURCENTAGE DU PIB AUX PRIX COURANTS DU MARCHÉ
1993-94	1,25
1994-95	1,22
1995-96	1,02
1996-97	0,95
1997-98	1,00
1998-99	1,11
1999-2000	0,90

Sources: Centre for Monitoring of Indian Economy (CMIE), Public Finance.

Les gouvernements d'Etats qui réduisent les affectations budgétaires à l'enseignement primaire, tandis que 63 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans ne sont pas inscrits. Le Rapport de la Commission Kothari (1964-66) assignait 6% du PIB à l'éducation, mais les dépenses publiques sur l'éducation s'élèvent à environ 3%. Les dernières estimations montrent que 470 milliards de roupies indiennes (10 milliards de dollars US) seraient nécessaires pour assurer l'enseignement universel d'ici 2015.⁸ Le DPEP (District Primary Education Programme – Programme d'enseignement primaire dans les districts) financé par la Banque mondiale, couvrant 240 districts dans 16 Etats, n'a pas réussi à avoir l'impact souhaité. Dans les années 80, le niveau national d'inscription a connu une hausse de 2,5% par an. Ce chiffre est passé à environ 0,41% entre 1995 et 1998.⁹ Le 93^{ème} amendement à la Constitution indienne garantit le droit fondamental à l'éducation. Toutefois, le manque d'affectations budgétaires requises et les tentatives actuelles visant à privatiser l'éducation sont en train de priver les pauvres de ce droit.

Une étude du Budget central au cours des trois dernières années montre que le gouvernement non seulement n'a pas été en mesure d'affecter des fonds adéquats au développement social, mais a également omis de dépenser une part importante des fonds affectés. Par exemple, le Ministère du développement des ressources humaines a restitué 15.980 millions de roupies (340 millions de dollars) qu'il n'a pas été en mesure de dépenser. Le Ministère du développement rural a restitué 13.800 millions de roupies (293,5 millions de dollars) sur les 319.950 millions de roupies (6.807 millions de dollars) agréés. Le Département de la santé et du bien-être familial a restitué 11.070 millions de roupies (235,5 millions de dollars). Selon la dernière Enquête économique (2001), 91% de l'Inde rurale ne dispose pas de structures d'assainissement. Sur les 3.360 millions de roupies (71,5 millions de dollars) affecter à l'assainissement rural pour trois ans, le gouvernement n'a pas été en mesure de dépenser 510 millions de roupies (10,8 millions de dollars).¹⁰ Ce manque d'engagement budgétaire et l'incapacité à mettre en œuvre des programmes de développement social révèlent que la politique de «croissance associée au développement» est une simple rhétorique.

Récession économique

En 2000-2001, il y a eu des baisses substantielles de la croissance de la production industrielle, du développement des infrastructures, de la part de l'Inde dans le commerce mondial, des taux d'épargne et d'investissement et des flux d'investissement étranger direct (IED). Le taux de croissance de la production industrielle a baissé de 6,45% à 5,7%. Les entrées d'IED en Inde sont en baisse depuis 1997. En 1998, les entrées d'IED sont passées de 3.577 millions de dollars US à 2.168 millions. Dans la même période, la part de l'Inde dans le commerce mondial a connu une baisse, passant de 0,765% à 0,38% et 0,259%.¹¹ Une hausse anticipée de l'IED et un accroissement de l'emploi qui en résulterait se sont avérés des vœux pieux et de faux espoirs.

8 Documents de la National Alliance for Fundamental Right to Education, 2001.

9 Aggarwal, Yash (2000) «Monitoring and Evaluation under DPEP», NIEPA, Dew Delhi.

10 «Budget of Poverty and Poverty of Budget». *The Hindu*, 23 mars 2001.

11 World Investment Report 2000.

La baisse de l'IED a été accompagnée par une baisse des taux d'épargne et d'investissement intérieurs. Le taux d'épargne (l'épargne intérieure brute en pourcentage du PIB) a chuté de 25% en 1995-96 à 19% en 2000-01. Durant l'année, il y a eu un cycle de sécheresse et d'autres catastrophes naturelles à grande échelle telles que le tremblement de terre du Gujârât et les inondations d'Orissa. Ces catastrophes ont rendu les activités agricoles difficiles, particulièrement pour les petits agriculteurs et entraîné une crise dans le secteur agricole. En conséquence, le taux de croissance projeté par l'Enquête économique pour l'année budgétaire 2001-02 n'est que de 4,8%, indiquant une grave récession de l'économie.

Un but visé du Budget central pour l'année 2001-02 pour un déficit fiscal de 5,1%, a été réalisé. Toutefois, le déficit fiscal combiné des Etats et du gouvernement central est d'environ 10% du PIB. Les réserves de devises se sont accrues, passant de 5,8 milliards de dollars US en 1990-91 à 41 milliards de dollars en 2001-02. Mais la dette du pays est en hausse de 15 milliards de dollars US et l'entrée de capitaux étrangers (qui est une hypothèque pour un pays) est de 40 milliards de dollars. La dette publique est de 100 milliards de dollars et une part significative du budget va au service de la dette. Le Budget central de 2000-01 a été qualifié de «réformes de la seconde génération» visant à accélérer le processus de libéralisation et de croissance économique. Toutefois, la performance de l'économie et le manque total de volonté politique et d'agenda économique pour le développement social à long terme montrent à quel point la rhétorique contredit la réalité.

En dépit des promesses, la création d'emplois dans le secteur formel, qui a reçu des investissements considérables au cours de la dernière décennie, est totalement stagnante. Depuis la levée des restrictions quantitatives le 1 avril 2001, le marché a été inondé de produits chinois à bon marché, ce qui peut avoir des effets négatifs sur le secteur de production à petite échelle. Cette application du régime de politique promu par l'OMC fait peser une menace sans précédent sur les modes de subsistance de centaines de millions de personnes dans le secteur agricole et le secteur de la production à petite échelle.

Il y a eu une féminisation de la pauvreté. Environ 85,4% des travailleuses sont dans le secteur agricole. La crise dans ce secteur a des effets négatifs sur les modes de subsistance et la sécurité alimentaire des pauvres ruraux, particulièrement des femmes. Le taux de chômage total s'est accru entre 1993-94 et 1999-00. Il y a eu un accroissement considérable du nombre de décès dus à la pauvreté et à la malnutrition.

Le taux de croissance du PIB donne une fausse impression de croissance et de développement. Le PIB pour 2000-01 est estimé à 19,727 mille milliards de roupies indiennes (419,6 milliards de dollars US). Les dépenses totales du gouvernement central pour 2000-01 sont estimées à 3.752,23 milliards de roupies (79,8 milliards de dollars). En dépit des dépenses considérables, les montants réels consacrés au développement social sont insignifiants, par rapport aux dépenses en matière de défense et aux dépenses pour le fonctionnement de l'appareil d'Etat. Il y a eu une réduction des affectations budgétaires dans certains domaines clés du développement social. En 2001, il y a eu un déficit de 6 milliards de roupies (127,6 millions de dollars) pour les services sociaux, de 10 milliards de roupies (212,7 millions de dollars) pour le développement rural et de 6,8 milliards de roupies (144,6 millions de dollars) pour l'agriculture.

Après dix années de libéralisation, nous devons poser des questions cruciales sur l'écart croissant entre l'objectif du développement macroéconomique et celui du développement social. Pourquoi l'économie «dont la croissance est la plus rapide» est-elle si lente à toucher les millions de pauvres dans les villages éloignés et les bas quartiers urbains surpeuplés? Si la croissance économique est réalisée sans développement social à la base, non seulement elle creusera et accroîtra les inégalités, mais entraînera également la paranoïa socio-économique, l'agitation socio-politique et l'instabilité. La croissance sans développement aura des conséquences socio-politiques dangereuses qui pourraient saper l'essence même de la liberté et de la démocratie. ■